

Après Doha, quel avenir pour le pétrole ?

Je vous propose, cher lecteur, de nous intéresser au pétrole car la réunion de Doha nous a fourni matière à réflexion.

Ce que nous savons, c'est que les négociations ont rapidement tourné court. Pourtant, la réunion était d'importance. Etaient présents non seulement la plupart des membres de l'OPEP (41% de la production mondiale en 2014) mais aussi de grands producteurs non-OPEP comme la Russie et le Mexique. Le nombre des participants était à la hauteur des enjeux : limiter la production de pétrole, pour soutenir les cours. En février, la Russie et l'Arabie saoudite avaient proposé de fixer le niveau à celui de janvier dernier, et ce pour toute l'année 2016.

Confrontation d'objectifs à Doha

Ce gel de la production serait une solution alors que les cours du pétrole se sont effondrés depuis l'été 2014 et que les pays dont l'économie dépend presque exclusivement de la rente pétrolière s'enfoncent dans la crise. C'est le cas du Venezuela, de l'Iraq ou encore de la Russie. Même l'Arabie saoudite encaisse de plus en plus difficilement les conséquences de l'effondrement du cours du baril. Pour toutes ces raisons, nombre de producteurs souhaitent une stabilisation du cours du baril, voire une reprise durable. Voilà la première logique qui s'exprimait à Doha.

La seconde prône quant à elle une poursuite de la production de pétrole, voire une augmentation. Dans ce deuxième camp, on peut classer, d'un côté, les pays tellement étranglés économiquement par les cours du baril qu'ils pratiquent une véritable course à l'abîme. Pour eux, produire et exporter de plus en plus, quel qu'en soit le coût, est indispensable pour éviter la faillite. C'est, par exemple, le cas de nombre de juniors américaines lancées dans l'exploitation du pétrole de schiste, à grand renfort de crédits.

C'est aussi le cas de l'Iran. Je sais que nous avons déjà beaucoup parlé de la situation du pays. Pour résumer, disons que l'Iran peut enfin exporter sans l'épée de Damoclès des sanctions occidentales. C'est un tournant historique pour Téhéran qui n'a aucune intention de laisser passer cette opportunité. Qu'importe donc le prix auquel le baril trouvera preneur, l'Iran est vendeur. La seconde catégorie de ce deuxième camp (j'espère que vous suivez) est composée des pays et des producteurs bien décidés à saboter la concurrence.

L'Arabie saoudite aux commandes

On pense immédiatement à l'Arabie saoudite qui, dans un premier temps du moins, a sciemment décidé de ne pas agir sur sa production et ses exportations, renonçant ainsi à son historique rôle de régulateur des cours du pétrole. Pourquoi ? Parce que le pays veut conserver sa place de premier fournisseur mondial d'or noir, et consolider sa position dominante, tout particulièrement sur le marché asiatique. Or une baisse des cours signifie de sérieux bâtons dans les roues de la concurrence,

qu'elle soit russe ou américaine.

Très probablement, l'Arabie saoudite ne pensait pas que les cours allaient s'effondrer si brutalement et si durablement. Riyad a été pris à son propre piège et se débat depuis plusieurs mois dans les difficultés financières.

Mais relativisons : ces difficultés ne sont pas comparables avec celles que connaissent la Russie, l'Iran, le Venezuela et d'autres. L'Arabie saoudite dispose encore de ressources budgétaires et si les Saoudiens ne seraient pas contre une certaine stabilisation du baril, ils n'ont aucune intention de saper des mois d'efforts et de sacrifices financiers. Ils veulent toujours se maintenir sur le trône des exportations pétrolières, ce qui explique leur intransigeance affichée lors des préparations et au cours même de la réunion de Doha. Dès mars dernier, un officiel saoudien, le vice-prince héritier Mohammed bin Salman, avait révélé la stratégie de Riyad : imposer à l'Iran le gel de sa production.

En arrière-plan, la confrontation Iran/Arabie saoudite

Deux raisons à cela. Premièrement, comme je vous le disais, l'Arabie saoudite veut dominer la concurrence pétrolière. Or l'Iran affiche de grandes ambitions en matière de production et d'exportation pétrolières. Je ne suis pas certaine que le pays ait les moyens de ses objectifs mais, quoi qu'il en soit, ces déclarations répétées et offensives ont irrité Riyad.

Mohammed bin Salman avait posé le cadre des discussions vendredi dernier en déclarant que son pays a la capacité d'augmenter instantanément sa production d'un million de barils par jour (bpj), et même de la doubler sur le long terme, la faisant passer d'un peu plus de 10 millions bpj à 20 millions. Au cas où quelqu'un douterait de la suprématie saoudienne

Et puis il y a ce vieil antagonisme Iran/Arabie saoudite, officiellement sur fond de rivalités entre chiites et sunnites et qui a récemment été réactivé par le retour de l'Iran sur la scène géopolitique régionale et internationale, et son engagement contre le prétendu Etat islamique. Tout cela est fort compliqué - et pas vraiment le sujet de notre analyse du jour - mais disons que les crispations n'ont cessé de se multiplier, d'un côté comme de l'autre. Et que Riyad a voulu faire savoir qui était le boss (au moins, du pétrole).

Face aux demandes saoudiennes, l'Iran a opposé une quasi-fin de non-recevoir en n'envoyant pas son ministre du pétrole à la réunion de Doha. Décision divulguée vendredi dernier et qui avait déjà déstabilisé le cours du pétrole, et réduit les chances de réussite de la réunion.

Pressentiment qui a été confirmé dimanche avec la rupture des négociations. D'après le Financial Times, qui est souvent bien informé, cet échec prend racine dans la confrontation Iran/Arabie saoudite. Cette dernière aurait exigé que tous les pays membres de l'OPEP aient accepté un gel de la production mais était prête à laisser un peu plus de temps à l'Iran pour mettre en place cette limitation. Certains espéraient que l'Arabie saoudite serait plus accommodante et accepterait un accord, même sans l'Iran. Toujours sur le Financial Times, la décision de rompre les négociations a été prise par le vice-prince héritier et fils préféré du roi Salman, Mohammed bin Salman.

Le Financial Times y lit un bouleversement des forces en Arabie saoudite, le prince ayant assez clairement imposé son point de vue au ministre saoudien du pétrole Ali al-Naïmi, qui occupe le poste depuis 21 ans et voit son pouvoir se réduire à peau de chagrin. Or le prince Mohammed, aussi en charge de l'intervention au Yémen, semble plus sensible aux arguments géopolitiques - et à la rivalité avec Téhéran - qu'aux aspects économiques. De quoi expliquer l'intransigeance saoudienne sur l'implication de l'Iran dans le gel de la production ?

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Le cours du pétrole est le premier à avoir été touché par l'échec de la réunion de Doha. Le Brent et le WTI reculaient de 7% lundi matin, ce dernier repassant même sous les 40 \$. Voici ce que cela donnait pour le Brent, le pétrole de la mer du Nord, généralement plus sensible aux développements géopolitiques que le WTI américain :

Le choc a été violent. Mais la reprise rapide. Ce matin, le WTI s'affichait à 41,50 \$ et le Brent à 43,50 \$, confirmant ainsi le rebond des cours entamé le 20 janvier dernier. Le pétrole de la mer du Nord est passé de 28 \$ à plus de 44 \$ (au plus haut), soit près de 60% de progression. Même en prenant le cours du moment où je vous écris (43,24 \$), la hausse dépasse toujours allègrement les 50%. Pas mal, n'est-ce pas ?

L'échec de Doha n'a donc eu qu'un effet de très court terme sur les cours du brut. Les raisons sont peut-être à aller chercher du côté du Koweït (et de la grève des ouvriers du pétrole). Ou bien du cynisme des marchés qui (1) pressentaient depuis vendredi l'échec des négociations et (2) savent bien qu'aucun pays ne respecte les actuels quotas de production. Un gel de cette même production avait donc de grandes chances de n'être que de façade.

En outre, les récentes données publiées sur le marché de l'or noir laissent transparaître un certain rééquilibrage de l'offre et de la demande - ce qui explique la reprise du cours du baril enregistrée depuis fin janvier. Plus qu'à un événement tel que Doha, les marchés sont sensibles aux évolutions de l'offre et de la demande.

L'autre aspect qui a retenu mon attention, c'est la bonne résistance des marchés actions au décrochage - certes de courte durée - des cours du pétrole. Preuve supplémentaire que ceux-ci tentent de rompre la corrélation qui les lie, depuis le début de l'année, au baril ? C'est une hypothèse que nous explorons en ce moment

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit